

Conseil Plénier

Stratégie et programme d'actions du CNIG

Référence : 2001-CNIG-106
 Date : 01/10/01 13:10
 Classement : C:\Mes documents\utilisateurs\FSalgé\1-CNIG\CNIG plénier\010704\SG2001-0003NT1.0-Plan à moyen termes.doc
 Auteur : François Salgé
 Historique : 0.0 version de départ
 0.1 version revue en fonction des remarques reçues en date du 6-6-2001
 0.2 pré version en vue de la 32^{ème} réunion plénière du CNIG le 4 juillet 2001
 0.3 version soumise à la 32^{ème} plénière du CNIG
 1.0 version révisée suite à la 32^{ème} plénière du CNIG
 Nombre de pages : 17
 Destinataires : Membres du CNIG plénier, présidents des commissions
 Personnes à informer : secrétariat général du CNIG
 Archivage : A.1
 Sommaire :

Avant propos	1
Objectif du document	2
Résumé synthétique	2
1. Missions	3
2. Les grands objectifs du CNIG	3
3. Le programme d'actions du CNIG	7
4. Les moyens du CNIG	14

AVANT PROPOS

Je vous prie de trouver ci après la stratégie et le programme d'actions du CNIG mis au point suite à la 32^{ème} réunion plénière du CNIG le 4 juillet 2001.

Les membres du Conseil national de l'information géographique ont approuvé les grands objectifs du CNIG (voir section 2), donné un avis sur le programme d'actions (voir section 3) et approuvent la demande de moyens pour mettre en œuvre ce dernier (voir section 4).

La version résultant du débat sera diffusée largement. Elle sera placée sur le site du CNIG et sera révisée tous les ans lors de la session de printemps du conseil après consultation des présidents des commissions du CNIG. Elle est également destinée à servir de note de référence à la lettre de saisine que le cabinet du ministère de l'équipement, des transports et du logement compte envoyer aux cabinets des principaux ministères concernés par l'information géographique afin de doter le secrétariat général du CNIG des moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa stratégie et de son programme d'action.

Cette note tient compte du rôle que doit jouer le CNIG dans le cadre des décisions interministérielles concernant l'IGN.



François Salgé
 Secrétaire Général

136 bis rue de Grenelle
 F-75700 PARIS 07SP
 France

téléphone: +33 1 43 98 83 12
 télécopie : +33 1 43 98 85 66
 Mél : cnig@cnig.fr
<http://www.cnig.fr>

OBJECTIF DU DOCUMENT

L'objectif du document est le suivant :

- il est destiné à définir les grands objectifs du CNIG et à montrer la cohérence d'ensemble de son action.
- il se veut être un cadre de travail et de réflexion à l'usage des commissions et des groupes de travail ainsi qu'à l'équipe du secrétariat général.
- il sert d'outil de justification du renforcement des moyens du secrétariat général du CNIG pour lui permettre de remplir pleinement ses missions.

RESUME SYNTHETIQUE

Les grands objectifs du CNIG peuvent se résumer ainsi ::

1. **Contribuer à définir et à mettre en œuvre la politique de la France en matière d'information géographique :**
 - en faisant adopter une politique nationale de mise en place de l'infrastructure française de données géographiques (IFDG), laquelle comprend :
 - la connaissance des données disponibles
 - les données de référence dont en particulier le référentiel géographique à grande échelle (RGE)
 - les spécifications communes, des standards et des normes
 - les modalités juridiques et économiques d'accès aux données
 - en suivant la mise en place des référentiels géographiques (contenu, mise en place, entretien et accessibilité)
 - en recensant tous les textes et projets de textes, législatifs et réglementaires, nationaux et européens, susceptibles d'avoir un impact sur le secteur de l'information géographique, pour influencer sur les différentes phases de leur préparation et étudier les conséquences de leur application.
2. **Favoriser un développement cohérent de l'information géographique publique tenant compte du rôle croissant des échelons locaux dans un souci de meilleur emploi des ressources tant financières qu'humaines.**
3. **Mettre en place des mécanismes clairs permettant au secteur privé de l'information géographique de trouver sa place et de se développer, en identifiant les moteurs de développement et les freins, dans le cadre de l'Union européenne et de la mondialisation de l'économie.**
4. **Assurer une coordination des acteurs dans le champ de l'amélioration des technologies, des procédures et de la formation.**

À partir de ses objectifs généraux, le Conseil national de l'information géographique décline son programme d'actions triennal glissant selon les neuf axes de travail suivant :

1. l'infrastructure française de données géographiques (IFDG) (y compris la coordination interministérielle et celles des ministères),
2. les référentiels,
3. les aspects européens et internationaux,
4. le développement de l'information géographique,
5. La formation et la recherche,
6. l'animation locale de l'information géographique,
7. la communication, l'information institutionnelle,
8. la réglementation et la normalisation,
9. les améliorations techniques.

Les actions pour les trois années à venir (septembre 2001 à septembre 2004) sont listés avec une indication d'un objectif d'échéance lesquels seront validés ultérieurement par les présidents de commission. Une évaluation des moyens humains et financiers nécessaires pour ce programme d'actions est faite dans la section 4. en annexe il est prévu de faire une table de correspondance entre les actions et les forums de travail (voir organigramme du CNIG).

Pour assurer un fonctionnement opérationnel du CNIG dans des conditions lui permettant de réaliser son plan de travail et d'atteindre ses objectifs et pour garantir son caractère interministériel, une convention interministérielle sera proposée au cinq ministères les plus concernés (Ministère de l'équipement des Transports et du Logement, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Ministère de l'Intérieur) aux termes de laquelle seront précisées les contributions de chacun en termes de personnel, de budget de fonctionnement et d'étude et de locaux. Dans l'esprit des textes fondateurs, le CNIG retrouverait ainsi des moyens propres de fonctionnement lui permettant d'apporter une contribution significative à la mise en œuvre des décisions interministérielles du 19 février 2001, des lois récentes, comme les lois Chevènement, Voynet et Gayssot, et à la définition des lois nouvelles comme la loi sur la société de l'information.

1. MISSIONS

Créé par décret du 26 juillet 1985, et placé auprès du ministre chargé de l'équipement¹, le CNIG est une instance consultative interministérielle qui « contribue par ses études, avis ou propositions, à promouvoir le développement de l'information géographique et à améliorer les techniques correspondantes, en tenant compte des besoins exprimés par les utilisateurs publics ou privés »². Le détail de ces missions n'est pas rappelé ici, on se reportera à l'article 1 du décret qui liste les neuf missions attribuées au CNIG.

2. LES GRANDS OBJECTIFS DU CNIG

Pour les cinq années à venir, le CNIG a pour objectifs de :

- contribuer à définir et à mettre en œuvre la politique nationale de la France en matière d'information géographique,
- favoriser un développement cohérent de l'information géographique publique tenant compte de l'émergence du rôle des échelons locaux,
- mettre en place des principes et des mécanismes clairs permettant au secteur privé de trouver sa place et de se développer dans le domaine de l'information géographique,
- assurer une coordination des acteurs dans le champ de l'amélioration des technologies et des méthodes.

Ces objectifs ont été approuvés par le Conseil national de l'information géographique lors de sa réunion plénière du 4 juillet 2001. Ce dernier considère que le référentiel géographique à grande échelle (RGE) est au centre des objectifs. Il demande qu'un texte simplifié puisse être élaboré pour être plus communicant et recommande que le caractère interministériel du CNIG soit effectivement traduit dans ses moyens de fonctionnement et dans son indépendance vis à vis notamment des producteurs publics de données géographiques.

¹ Initialement le CNIG était placé auprès du ministre chargé du plan (donc du Premier ministre). A la suppression de ce ministère, le rattachement à l'équipement a été décidé du fait que ce dernier assurait la tutelle de deux des producteurs principaux (l'IGN et l'Ordre des géomètres experts).

² Décret 85-790 du 26 juillet 1985 modifié par les décrets 92-706 du 21 juillet 1992 et 99-843 du 28 septembre 1999)

2.1. Contribuer à définir et à mettre en œuvre la politique nationale de la France en matière d'information géographique

À l'exemple de certains autres pays du monde, il est proposé de définir et mettre en œuvre une politique en matière d'infrastructure³ française de données géographiques (IFDG) En s'inspirant de la définition du « global spatial data infrastructure » adoptée internationalement à Carthagène (Colombie) en mai 2001, « l'infrastructure française de données géographiques (IFDG) est un ensemble concerté d'actions et d'organisations visant à la promotion et la mise en œuvre de politiques et de spécifications communes et visant au développement de données géographiques et de technologies interopérables pour l'aide à la décision à tous niveaux de responsabilité et pour des buts multiples.

L'IFDG couvre principalement quatre aspects :

- La connaissances des données géographiques disponibles : il s'agit de mettre en place les mécanismes organisationnels et technologiques permettant de connaître les données géographiques détenues par les acteurs du domaine et pouvant être mises à la disposition des autres acteurs.
- Les données de référence : il s'agit de définir et de mettre en place les données géographiques de référence, accessibles et disponibles, permettant à tous les acteurs de référencer leurs propres données de façon à en garantir la superposition et la compatibilité optimale avec les données des autres acteurs.
- Le jeu des spécifications communes, des standards et des normes : il s'agit, en tenant compte des développements en cours de normes officielles et de standards de fait de s'accorder sur les spécifications techniques et organisationnelles permettant de développer et mettre en œuvre l'IFDG.
- Les modalités juridiques et économiques d'accès aux données : il s'agit de préciser, d'adopter et d'adapter les règles juridiques et économiques qui encadrent la mise en place et l'utilisation des données géographiques disponibles par le plus grand nombre d'utilisateurs dans le cadre de l'IFDG.

L'activité liée à l'IFDG est à bien des égards une formalisation et une officialisation d'activités déjà démarrées en les replaçant dans un contexte cohérent.

Objectif 1-1 formuler et de faire adopter une politique nationale de mise en place de l'infrastructure française de données géographiques (IFDG).

L'infrastructure française en données de référence est actuellement implicitement définie par l'objectif de constitution du référentiel géographique à grande échelle (RGE) et par l'emploi de fait des données numériques existantes produites par l'IGN comme référentiel à moyenne échelle (RME) et par les données du SHOM pour l'espace marin. La mise en place des référentiels est un objectif majeur pour lequel plusieurs chantiers sont ouverts dont notamment celui des dimensions juridiques, économiques et techniques de l'accessibilité aux référentiels. Par ailleurs les besoins en information de référence ne sont pas figés et sont évolutifs en fonction de variables politiques, sociales, économiques et technologiques.

Objectif 1-2 Obtenir pour chacun des référentiels géographiques la mise en place d'un mécanisme permettant de définir son contenu, sa programmation, son entretien et son accessibilité dans un tel contexte évolutif en assurant le meilleur compromis coût-délai-contenu et un maximum de clarté dans les programmes et le rôle des acteurs. Permettre la mise en place d'une phase transitoire en attendant la réalisation du RGE.

³ consacré par un usage répandu sur la scène internationale, le terme « infrastructure » ne se limite pas à son aspect physique. C'est bien de tous les éléments sur lesquels se développera l'activité information géographique qu'il s'agit.

Actuellement les décisions interministérielles publiées le 19 février 2001 concernant l'IGN et certaines lois ou décisions de certains ministères comme par exemple la loi d'aménagement et de développement durable des territoires, la loi sur l'intercommunalité, la loi solidarité et renouvellement urbains, la décision de passer à un recensement en continu ou celle de dématérialiser le plan cadastral constituent le référentiel décisionnel public dans lequel s'inscrit l'action des acteurs du domaine de l'information géographique. Par ailleurs la mise en place de schémas directeurs de l'information géographique dans les ministères en conformité avec les décisions ministérielles renforce la nécessité de cohérence d'ensemble du dispositif.

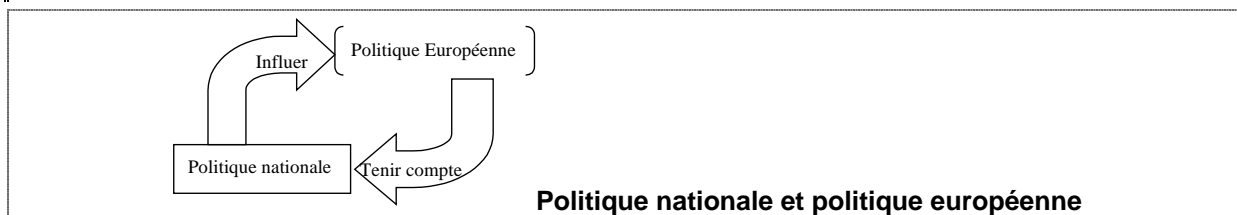
Objectif 1-3 Recenser tous les éléments décisionnels, identifier les manques et en tirer une formulation claire et unifiée de la politique de la France en matière d'information géographique.

L'Union européenne est le contexte dans lequel s'inscrivent certaines politiques nationales. Que ce soit dans le cadre

- o de la politique agricole commune,
- o de la politique des transports, de l'environnement, de la pêche ou de l'aménagement de l'espace communautaire, y compris l'espace marin,
- o de la refonte de la politique régionale,
- o de la politique extérieure et de sécurité commune, ou
- o de la politique de recherche et de formation,

des règlements, des directives ou des décisions prises par le conseil des ministres européens viennent interférer avec la législation nationale ou ses décrets d'application.

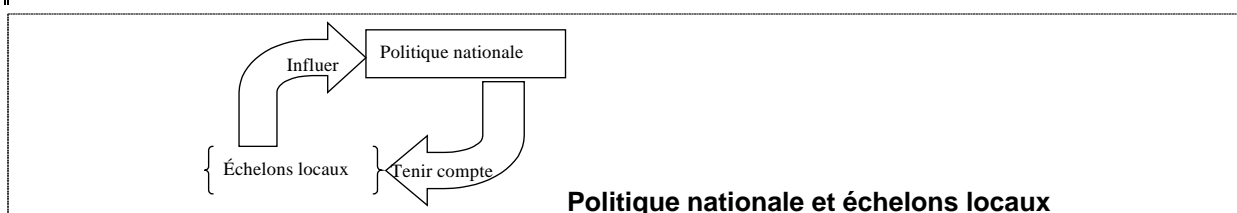
Objectif 1-4 Identifier dès la phase de leur conception, les règlements, directives et décisions européennes qui peuvent avoir un impact sur le secteur de l'information géographique, étudier leurs conséquences, influencer les différentes phases de mise au point et organiser les groupes de pression.



2.2. Favoriser un développement cohérent de l'information géographique publique tenant compte de l'émergence du rôle des échelons locaux

Les collectivités locales, communes, communautés de communes, conseils généraux et régionaux, et les services déconcentrés de l'État sous l'autorité des préfets, notamment dans le cadre du développement des systèmes d'information territoriaux (SIT) deviennent, au côté de l'échelon national, des acteurs clef de l'activité publique du domaine de l'information géographique. Les textes de décentralisation et de déconcentration, les règlements et les directives européennes trouveront à terme une transcription réglementaire en matière d'information géographique. Une meilleure synergie entre ces échelons doit être recherchée en particulier pour ce qui concerne les aspects juridiques du partage entre acteurs publics de l'information géographique relative à un même territoire.

Objectif 2 promouvoir la cohérence entre les démarches nationales et l'activité des échelons territoriaux, collectivités locales et services déconcentrés de l'État, en matière d'information géographique dans un souci de meilleur emploi des ressources tant financières qu'humaines et de coordination des modalités de diffusion des données détenues par les échelons locaux



2.3. Mettre en place des principes et des mécanismes clairs permettant au secteur privé de trouver sa place et de se développer dans le domaine de l'information géographique

Le secteur privé de l'information géographique en France se caractérise par une multiplicité de petites structures jouant la stratégie de niche et travaillant dans un contexte d'absence d'une politique claire d'accès aux données publiques. Dans ce contexte, il est difficile pour une PME de définir sa stratégie à long terme.

Objectif 3 mieux connaître le secteur d'activité de l'information géographique en identifiant ses moteurs de développement, ses freins et les barrières à lever et en contribuant à mettre en place les germes de son développement à long terme dans le contexte de l'Union européenne et de la mondialisation de l'économie.

2.4. Assurer une coordination des acteurs dans le champ de l'amélioration des technologies et des méthodes

Le domaine de l'information géographique, et de la géomatique, dont les liens avec, d'une part, l'informatique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication, et, d'autre part, le spatial, fait l'objet d'une évolution technologique constante et rapide.

Objectif 4 veiller à ce que les acteurs du domaine se coordonnent pour permettre l'émergence de technologies innovantes et de méthodes plus efficaces et de procédures mieux adaptées, tenant compte des progrès obtenus dans les filières connexes.

3. LE PROGRAMME D' ACTIONS DU CNIG

À partir de ses objectifs généraux, le Conseil national de l'information géographique décline son programme d'actions triennal glissant selon les neuf axes de travail suivant :

1. l'infrastructure française de données géographiques (IFDG) (y compris la coordination interministérielle et celles des ministères),
2. les référentiels,
3. les aspects européens et internationaux,
4. le développement de l'information géographique,
5. La formation et la recherche,
6. l'animation locale de l'information géographique,
7. la communication, l'information institutionnelle,
8. la réglementation et la normalisation,
9. les améliorations techniques.

Les actions pour les trois années à venir (septembre 2001 à septembre 2004) sont listées dans les paragraphes suivants avec une indication d'un objectif d'échéance lesquels seront validés ultérieurement par les présidents de commission. Une évaluation des moyens humains et financiers nécessaires pour ce programme d'actions est faite dans la section 4. En annexe il est prévu de faire une table de correspondance entre les actions et les forums de travail (voir organigramme du CNIG).

3.1. L'infrastructure française de données géographiques (IFDG)

- 1.1. activité continue : suivre l'élaboration des schémas directeurs de l'information géographique des principaux ministères utilisateurs (objectif 1-1)
- 1.2. dès que possible : émettre un avis sur les orientations du contrat d'objectif IGN – État (objectif 1-1)
- 1.3. 2001-12 : mettre en place un mécanisme permettant d'influer sur les projets en élaboration dans les ministères et au sein de la commission européenne et en débat dans les parlements (objectifs 1-3 et 1-4)
- 1.4. 2001-12 : analyser les lois récentes dont l'application peut être favorisée par l'existence du RGE (loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, loi relative au renforcement de la coopération intercommunale (objectifs 1-2 et 1-3)
- 1.5. 2002-06 : réaliser une étude préalable de l'IFDG et en déduire un plan d'actions pour sa mise en œuvre (objectif 1-1)
- 1.6. 2002-06 : définir des règles (en particulier juridiques) d'échange de données pour les référentiels et les données métier produites par le secteur public et les règles d'accès à ces données (y compris celles ayant un aspect essentiel) par le secteur public et privé (objectif 1-1)
- 1.7. 2002-12 : faire émerger un processus de commande publique en matière de données géographiques de référence notamment dans le cadre des SIT (objectifs 1-1 et 1-2)
- 1.8. 2002-12 : mettre en place un inventaire dynamique des éléments de politique nationale relatifs à l'information géographique (objectif 1-3)
- 1.9. 2003-06 : mettre en place un inventaire dynamique des lois et décrets conditionnant le secteur de l'information géographique (objectifs 1-1 et 1-3)
- 1.10. 2004-06 : proposer une première formulation claire et unifiée de la politique de la France en matière d'information géographique et proposer des actions complémentaires aux décisions interministérielles du 19 février 2001 (objectif 1-2)

3.2. Les référentiels

- 2.1. 2001-12 : définir la notion de référentiel géographique public national (objectif 1-1)
- 2.2. récurrent : examiner et coordonner le programme pluriannuel de production des référentiels géographiques (objectifs 1-1 et 1-2)
- 2.3. récurrent : émettre des avis sur les dispositifs contractuels liés à la production des référentiels géographiques (objectifs 1-1 et 1-2)
- 2.4. 2001-09 : définir les données de référence nécessaire à la création d'une banque de d'information géographique littoral (objectif 1-2)
- 2.5. 2001-11 : formuler des recommandations en matière de RGE en zone urbaine dense (objectif 1-2)
- 2.6. 2001-11 : formuler des recommandations concernant la composante adresse du RGE (d'abord prévu en mai 2001) (objectif 1-2)
- 2.7. 2001-12 : formuler des recommandations concernant la composante parcellaire du RGE (objectif 1-2)
- 2.8. 2001-12 : rédiger une recommandation sur la version 0 du RGE constitué par le plan d'action de l'intégrateur du RGE (IGN) (objectif 1-2)
- 2.9. 2001-12 : participer à la formulation du référentiel européen en information géographique dans le cadre du projet ETeMII (objectif 1-2)
- 2.10. 2001-12 : préparer l'arrêté sur les précisions des travaux topographiques à grande échelle (objectifs 2 et 4)
- 2.11. 2002-06 : synthétiser les besoins publics en matière de RGE et formuler une version « idéale » du RGE en termes de contenu, de cohérence entre composantes, d'entretien et d'évolution et de conditions d'accès en s'appuyant sur la notion de données servant l'intérêt général (objectif 1-2)
- 2.12. 2002-06 : mettre en place un catalogue (informatisé) des données sur le littoral et organiser le réseau des organismes permettant de l'entretenir (objectif 1-1)
- 2.13. 2002-06 : formuler le besoin en référentiels à moyenne échelle (synthèse départementale et régionale) et à petite échelle (synthèse nationale et européenne et leur cohérence avec le RGE (objectif 1-1)
- 2.14. 2002-06 : étudier le besoin en information géographique de référence pour les zonages réglementaires (objectifs 1-1 et 1-2)
- 2.15. 2003-06 : émettre un avis sur la phase de production pilote de la composante parcellaire (objectif 1-2)
- 2.16. 2003-12 : émettre un avis sur la programmation de la production de la composante parcellaire du RGE (objectif 1-2)
- 2.17. 2003-12 : s'informer sur la mise en œuvre de la procédure de fourniture au service du cadastre des informations du METL sur les permis de construire (objectif 2)
- 2.18. 2005-06 : contribuer à l'organisation du système de recueil des informations de façon à ce que chaque objet ne donne lieu qu'à une opération de collecte unique quelque soit la composante dans lequel cet objet apparaît (objectif 1-1)

3.3. Les aspects européens et internationaux

- 3.1. activité continue : veiller à l'interopérabilité du RGE avec l'équivalent des pays de l'Union européenne (objectif 1-4)
- 3.2. activité continue : suivre et contribuer aux travaux d'EUROGI et du GSDI (objectifs 1-1 et 1-4)
- 3.3. activité continue : suivre comprendre et comparer les travaux des homologues du CNIG et d'AFIGÉO dans les principaux pays d'Europe, au Canada et aux États Unis (tous objectifs)
- 3.4. 2001-11 : constituer une ébauche de politique étrangère et de stratégie française à l'export en matière d'information géographique et contribuer aux stratégies ministérielles en la matière (objectif 1-3)
- 3.5. 2001-12 : mettre en place une organisation permettant de mieux assurer la participation française aux travaux d'EUROGI (objectif 1-4)
- 3.6. 2002-06 : mettre en place un mécanisme de veille des projets de règlements et des programmes de la commission européenne relatifs à l'information géographique (objectif 1-4)
- 3.7. 2002-06 : mettre en place un mécanisme permettant d'identifier les manifestation et évènements importants de la scène internationale dans le secteur, et d'assurer une bonne représentation de la France dans les instances et conférences internationales ayant trait à l'information géographique (objectifs 1-1 et 1-3)
- 3.8. 2003-05 : préparer une candidature de la France à la présidence d'EUROGI (objectifs 1-1 et 1-3)
- 3.9. 2003-06 : participer à la formulation politique européenne de l'information géographique notamment dans le cadre d'EUROGI (projet GINIE), et des programmes spécifiques du 6^{ème} PCRD (objectif 1-4)

3.4. Le développement du secteur d'activité

- 4.1. récurrent : suivre les activités d'EUROGI et celles des organisations nationales sœurs (AGI au Royaume-Uni, DDGI en Allemagne, Ravi au Pays-Bas, etc.) (objectifs 1-1 et 3)
- 4.2. récurrent : soutenir l'action d'AFIGÉO dans ce domaine (objectif 3)
- 4.3. récurrent : suivre et soutenir l'activité de la Commission Européenne en la matière (objectifs 1-4 et 3)
- 4.4. 2001-09 : proposer les modalités de la mise en place et de l'entretien d'un observatoire du secteur d'activité de l'information géographique incluant des indicateurs de développement des applications de valeur ajoutée sur le RGE (objectifs 1-1 et 2)
- 4.5. 2002-06 : mettre en place les mécanismes d'entretien de l'observatoire du secteur d'activité de l'information géographique (objectif 3)
- 4.6. 2003-06 : participer à la création de monographie sur les usage de l'information géographique pour des domaines particuliers (cf. celui sur la gouvernance urbaine en vue de la conférence de l'ONU « Habitat II + 5) (objectif 1-1)

3.5. La formation et la recherche

- 5.1. activité continue : suivre les actions et expérimentations en milieu scolaire et universitaire pour développer l'utilisation pédagogique des NTIC appliquées à l'information géographique (objectifs 3 et 4)
- 5.2. 2001-10 : stimuler en concertation avec AFIGéO la participation des acteurs français aux appels à proposition du 5^{ème} PCRD et du programme e-content ciblés sur l'information géographique (objectifs 3 et 4)
- 5.3. 2001-12 : mettre en place le mécanisme d'entretien du recensement des organismes de formation (initiale et continu) dans le domaine de l'information géographique (objectifs 1-1 et 3)
- 5.4. 2001-12 : contribuer à la mise en place du réseau de recherche et de développement technologique de l'information géographique et à la mutualisation des moyens de recherche (objectifs 1-1 et 3)
- 5.5. 2001-12 : mettre en place les mécanismes d'expression des besoins en personnel formés aux techniques de la géomatique et de formalisation des nouveaux métiers de la géomatique (objectifs 1-1 et 3)
- 5.6. 2002-06 : émettre un avis sur la faisabilité et les modalités pratiques du pôle national de formation de haut niveau en géomatique (objectifs 1-1, 3 et 4)

3.6. L'animation locale de l'information géographique

- 6.1. récurrent : suivre la diffusion de l'information géographique et des SIG dans les collectivités locales (communes, communautés de communes, conseils généraux et régionaux) et dans les systèmes d'information territoriaux (objectif 2)
- 6.2. 2001-06 : identifier (avec la DIRE) les besoins en termes d'utilisation d'informations géographiques dans le cadre des SIT, établir un chiffrage prévisionnel et proposer des modalités d'optimisation de valorisation et d'enrichissement de ces informations dans les SIT (objectifs 1-1 et 2)
- 6.3. 2001-12 : reformuler l'arrêté instituant les CDIG, le faire adopter par le Comité interministériel à la réforme de l'État et le faire signer (objectif 2)
- 6.4. 2001-12 : mettre en place un mécanisme d'animation des échelons locaux de l'information géographique permettant de faire émerger les enjeux locaux de l'information géographique (objectifs 1-1 et 2)
- 6.5. 2002-06 : étudier les modalités d'accès et de diffusion des données géographiques détenues par les collectivités locales (objectifs 1-1 et 2)
- 6.6. 2002-06 : mettre en place, en concertation avec la DIRE, un mécanisme de suivi de l'utilisation de l'information géographique dans les SIT et de cristallisation des besoins en termes de RGE (objectifs 1-1 et 2)
- 6.7. 2003-06 : contribuer à mettre en place dans chaque département un CDIG véritable relais du CNIG dans les départements (objectif 2)
- 6.8. 2003-06 : mettre en place des conditions de travail opérationnelles avec l'Association des maires de France, l'Association des départements de France et le comité des régions et leur organismes rattachés (objectif 2)

3.7. La communication et l'information institutionnelle

- 7.1. récurrent : réunir le conseil de l'information géographique en séance plénière et émettre les recommandations nécessaires (objectifs 1-1 et 1-3)
- 7.2. récurrent : faire vivre le site Internet du CNIG, informer le premier cercle et sensibiliser le second et le troisième cercle ⁴ (objectif 1-1)
- 7.3. récurrent : organiser des manifestations sur l'information géographique et participer aux manifestations liées à l'information géographique (objectif 1-1)
- 7.4. 2001-10 : mettre en place un mécanisme de consolidation de l'information mensuelle à diffuser (objectif 1-1)
- 7.5. 2001-12 : faire une étude préalable sur le système d'information géographique nécessaire au secrétariat général du CNIG (objectifs 1-1 et 1-2)
- 7.6. 2001-12 : obtenir l'autonomie du CNIG vis à vis des producteurs de l'information géographique (objectif 1-1)
- 7.7. 2001-12 : réorganiser la bureautique et l'organisation du secrétariat général du CNIG
- 7.8. 2001-12 : aménager et re-penser le site Internet du CNIG en tenant compte de la re-formulation des activités du CNIG, des liens à mettre en place avec les sites gouvernementaux et locaux et avec celui d'EUROGI et en tenant compte des besoins exprimés par les autres axes de travail du CNIG et issus de l'organisation du travail des instances du CNIG
- 7.9. 2001-12 : redéfinir une stratégie d'auto formation des partenaires du CNIG notamment par la production des fiches maîtrises d'ouvrage (objectifs 2, 3 et 4)
- 7.10. 2001-12 : définir une politique de communication du CNIG
- 7.11. 2001-12 : organiser avec la commission européenne un colloque sur l'information géographique et les régions (objectif 2)
- 7.12. 2002-06 : organiser un colloque sur la formation en information géographique
- 7.13. 2002-06 : mettre en place un mécanisme de capitalisation des retours d'expérience sur l'usage opérationnel en France du RGE en particulier et de l'information géographique en général (objectif 1-1)

3.8. La réglementation et la normalisation

- 8.1. 2001-12 : mettre en place une organisation pérenne de suivi et de contribution aux efforts de normalisation (ISO/TC 211 et CEN/TC287) et de standardisation sectorielle (défense, environnement, route) ou industrielle (Open GIS consortium) dans le domaine de l'information géographique (objectif 1-1)
- 8.2. 2001-12 : mettre en place le mécanisme d'identification des textes réglementaires d'ordre technique régissant l'activité du domaine de l'information géographique (objectifs 1-1 et 4)
- 8.3. 2002-06 : identifier les besoins à long terme de normalisation dans le domaine de l'information géographique en France (objectifs 1-1 et 4)
- 8.4. 2003-06 : préparer et organiser la transition entre EDIGÉO et les normes internationales et européennes quand elles seront adoptées. (objectif 1-1 et 4)

⁴ le premier cercle du CNIG est formé des 35 membres du conseil et des 600 acteurs dans les forums de travail. Le second cercle est formé par les membres de la communauté de l'information géographique qui ont entendu parler du CNIG, le troisième cercle est formé par les nouveaux entrants du secteur de l'information géographique.

3.9. Les améliorations techniques

9.1. toponymie (objectif 4)

- 1 2001-12 : lancer l'enquête sur la base de données documentaires (sources documentaires disponibles) (mise en place d'un financement pour la réalisation d'une BD exonymique. Constitution d'un réseau de spécialistes régionaux.)
- 2 2002-3 : mettre en application les recommandations sur l'exonymie (refonte de la plaquette toponymique, première synthèse portant sur les règles d'écritures typographiques.
- 3 2002-6 : exploiter l'enquête sur la base de données documentaires en vue de la structuration d'un fichier et d'une base de données toponymiques. (étude d'une BD exonymique en relation avec le Québec et les pays de la francophonie)
- 4 2002-12 : inventorier les bases de données, leur description et la qualité du géoréférencement des bases existantes. (lien entre l'adresse postale et la toponymie : participation aux travaux de révision de la norme expérimentale XP2 10-011)
- 5 2003-5 : réviser la norme expérimentale XP Z44 -002 Code pour la représentation des normes de pays, étudier l'interconnexion et la fusion des bases de données existantes.
- 6 2003-12 : préparer des recommandations pour la création de bases de données toponymiques qui soient compatibles entre elles. (spécifications générales sur les règles d'écritures toponymiques y compris la toponymie dialectale)

9.2. gravimétrie (objectif 4)

- 1 2001-11 : mettre en place le comité de direction chargé de veiller à la mise en œuvre des recommandations du CNIG, constituer le comité technique, signature le protocole d'accord entre les partenaires concernés par la réalisation d'un réseau gravimétrique et d'un géoïde de référence.
- 2 2001-12 : effectuer une analyse approfondie des tâches et des moyens nécessaires avec établissement d'un échéancier (affiner notamment les besoins en financement, préparer une fiche pour le CIADT en liaison avec la direction du service public du BRGM).
- 3 2002-2 : remettre une proposition argumentée et chiffrée aux ministères concernés avant le début des négociations budgétaires pour 2003.
- 4 2002-6 : créer un comité des utilisateurs qui a pour rôle de constituer un pool d'équipements nationaux et d'associer les utilisateurs au programme d'investissement en matériels, assurer la gestion des matériels.
- 5 2002-12 : procédure d'achat des matériels
- 6 2003-2 : réaliser le réseau selon les spécifications du CNIG. Contrôle qualité.
- 7 2003-12 : démarrer les calculs de géoïdes expérimentaux sur la base des nouvelles données.

9.3. positionnement statique et dynamique (objectif 4)

- 1 2001 11 : recueillir les besoins des utilisateurs actuels du RGP.
- 2 2001-12 : inventorier les réseaux GPS permanents existants en France et en Europe. Proposer des recommandations pour l'aménagement du réseau GPS permanent en fonction des évolutions à prévoir.
- 3 2002-3 : mettre en place une stratégie de communication.

- 4 2002-12 : mettre à jour l'ouvrage GPS « localisation et navigation », promouvoir l'intérêt scientifique de la technologie GPS pour dynamiser la recherche française : rédaction d'un document et d'un plan d'action.
- 5 2003-5 : étudier l'évolution du RGP vers le RTK : spécifications sur la diffusion des corrections en temps réel, indications sur le format des corrections, approche de modes de transmission.
- 6 2003-11 : constituer une base de données qui rassemble l'évaluation des essais en cours et qui sont du domaine public. Réflexion sur la fiabilité des systèmes.
- 7 2003-12 soutenir le projet GALILEO : participation à des réseaux d'utilisateurs pendant le développement du projet.

9.4. qualité (objectif 4)

- 1 2001-12 : relancer le groupe de travail « qualité » : révision du mandat et de sa composition.
- 2 2002-1 : étudier le projet de manuel qualité
- 3 2002-10 : Inventorier les spécifications existantes.
- 4 2003-12 : proposer des recommandations en matière de contrôle qualité. établir un cahier des charges type.

4. LES MOYENS DU CNIG

4.1. Rôles

Le CNIG fonctionne essentiellement en réseau dans le cadre des deux réunions annuelles du conseil lui-même et d'un ensemble de forums de travail comprenant des commissions permanentes, et des groupes de travail qui se réunissent plusieurs fois par an selon les besoins. Pour asseoir ses contributions, le CNIG avec ses groupes de travail définit, le cas échéant, des cahiers des charges d'études qu'il confie ensuite, sous son contrôle et avec sa participation, à des équipes d'experts mobilisés et financés à cet effet.

Le principal rôle du Conseil national de l'information géographique, composé de 35 personnalités, est d'orienter les travaux du secrétariat général et des commissions et groupes de travail en définissant les grands objectifs du CNIG. Il se réunit au moins deux fois par an et adopte les recommandations qu'il juge nécessaire. Il s'assure que les moyens alloués au secrétariat général et aux commissions sont suffisants pour mener à bien les travaux nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Le secrétariat général est l'organe principal de conduite du programme d'actions qu'il propose au Conseil. Il a une capacité d'auto saisine pour instruire des dossiers préalables visant à répondre aux missions du CNIG et à ses grands objectifs. Il s'assure que l'animation des commissions et groupes de travail est effectuée dans les meilleures conditions d'efficacité.

Les commissions sont, soit définies dans le décret statutaire du CNIG, soit décidées par le président du CNIG en fonction des recommandations du Conseil. Elles reçoivent un mandat et se composent de représentants de ceux des membres du Conseil ayant un intérêt sur le sujet et de personnalités du secteur d'activité dont l'apport est jugé utile par le président. Leur durée de vie est « illimitée ».

Des sous-commissions sont décidées par mandat spécialisé lié à une commission, sa composition est ouverte à tous les acteurs, sa durée de vie « illimitée »

Les groupes de travail sont mis en place en fonction d'une tâche à accomplir, sa durée de vie est fixée a priori en vue de la production d'un rapport ou de la réalisation d'une tâche précise. Ses moyens sont déterminés, ils sont ouverts à toutes les bonnes volontés.

Le CNIG s'investit en outre dans un rôle de sensibilisation au domaine par la vulgarisation vis à vis notamment du grand public et agit comme catalyseur de l'émergence d'une offre de formation française structurée dans son domaine. Outre les tâches qui sont assignées au CNIG par son décret statutaire, le ministre de tutelle est amené à lui confier des tâches spécifiques.

4.2. Principes d'organisation

Pour chaque forum de travail, sont désignés un Président, un animateur – rapporteur, un correspondant du secrétariat général, et un coordinateur « logistique » qui ne sont pas nécessairement des membres du secrétariat général. Certaines de ces quatre fonctions peuvent être attribuées à une seule personne.

La fonction de point de référence neutre et représentatif des utilisateurs et des producteurs du secteur de l'information géographique et les tâches de communication d'informations se sont développées au CNIG ces dernières années et sont amenées à se développer davantage en utilisant autant que faire se peut les moyens modernes qu'offrent les NTIC.

Pour animer un tel réseau et remplir l'ensemble de ces tâches, il est nécessaire que le secrétariat général du CNIG soit doté de moyens appropriés en termes de personnel, de bureaux, de bureautique, de crédits de fonctionnement et de crédits d'étude.

4.3. Les moyens humains du secrétariat général

Pour un fonctionnement optimal du CNIG et pour l'animation du réseau, il est souhaitable que le secrétariat général du CNIG soit doté à bref délai de onze personnes équivalent temps plein au lieu de six actuellement :

- un secrétaire général qui outre l'animation du secrétariat général du CNIG prend en charge la coordination de l'ensemble des travaux du conseil des commissions et des groupes de travail, les aspects internationaux et la normalisation,
- sept chargés de mission réunissant collectivement des compétences variées et complémentaires,
 - en charge d'animer les actions liées au développement de l'information géographique,
 - en charge d'animer les commissions et groupes de travail liés à la définition des référentiels (RGE en particulier),
 - en charge d'animer les commissions et groupes de travail liés aspects technologiques,
 - en charge des animations locales (départementales et régionales),
 - en charge de la communication avec les membres du conseil, des commissions et groupes de travail et plus généralement des personnes intéressés à l'information géographique,
 - en charge des questions de politiques des données géographiques,
 - en charge des activités internationales,
 - en charge du contenu du site Internet <http://www.cnig.fr>.
- un chargé du support informatique assurant une utilisation optimale des moyens informatiques, bureautiques et Internet,
- deux assistantes déchargeant le secrétaire général et les chargés de mission des tâches quotidiennes de secrétariat, de gestion budgétaire et logistique et offrant en permanence aux interlocuteurs du CNIG un premier niveau d'information et de contact.

4.4. Demandes formulées auprès du Cabinet du METL

Il a été proposé au Cabinet du METL que le CNIG soit doté d'une identité budgétaire propre au sein du METL et des moyens nécessaires à son fonctionnement. Pour ce faire les décisions suivantes devraient être actées par le ministre :

- création d'un article spécial CNIG au sein du budget du METL, doté de 1,3 MF pour les dépenses de fonctionnement y compris la sous-traitance mais hors crédit d'études ;
- attribution de la responsabilité de l'ordonnateur des dépenses au secrétaire général du CNIG et de la liquidation à une unité de gestion du METL à définir ;
- attribution de crédits d'étude pour 0,5 MF sous la forme de droits de tirage pour environ 200kF à la DRAST, 200kF à la DAEI, 100kF à l'IGN,
- compte tenu de la nature interministérielle du CNIG, appui à une demande de crédits d'étude à hauteur de 300kF au MEFI, au MAP et au MATE (100kF chacun) ;
- ouverture de 5 postes budgétaires supplémentaires au CNIG, s'ajoutant aux six déjà attribués ;
- attribution de locaux au CNIG (environ 250m² plus accès à des salles de réunion), soit au sein de l'IGN (par exemple au 138bis rue de Grenelle, avec des m² supplémentaires afin d'être perçu comme indépendant de l'IGN), soit à la rue des saints Pères dans les locaux de l'ENPC.

Le cabinet du METL se déclare prêt à participer au renforcement du CNIG à condition que les principaux ministères membres participent également, confirmant ainsi la réalité interministérielle du CNIG. Il propose également que les moyens assurant le fonctionnement opérationnel du secrétariat général fassent l'objet d'une convention interministérielle encadrant le dispositif.

4.5. Relations avec AFIGÉO

L'Association Française pour l'Information Géographique a pour objectif de favoriser le développement de l'information géographique en France au bénéfice de tous les acteurs publics et privés, industriels, producteurs, éditeurs, chercheurs, enseignants, services techniques de l'État et des collectivités territoriales, autres utilisateurs.

Concourant aux travaux du Conseil National de l'Information Géographique son objectif est d'élargir à l'ensemble des professionnels et des usagers les réflexions de cette instance afin d'assurer une meilleure prise en compte des besoins et des progrès techniques dans l'orientation des politiques publiques. Elle a pour ambition de fédérer les actions des associations scientifiques ou techniques et des organisations professionnelles du secteur en maintenant avec tous ces groupements des relations constantes. Elle s'interdit toute activité qui pourrait la mettre en concurrence avec ses membres.

Le CNIG est donc conduit d'une part à accueillir en tant que de besoin les membres d'AFIGÉO dans ses forums de travail et d'autre part à confier une partie des études et des travaux à AFIGÉO quant il est plus judicieux de le faire.

Une convention entre le CNIG et AFIGÉO définit les conditions dans lesquelles s'effectuent les prestations croisées entre les deux organismes

4.6. Organigramme fonctionnel

